

JOURNALISTE DISPARU DEPUIS SEPT ANS

ZIMBABWE

Itai Dzamara

Aucun progrès substantiel n'a été accompli en vue de déterminer où se trouve le journaliste et militant en faveur de la démocratie, Itai Dzamara, et ce qu'il est advenu de lui.

Itai Dzamara a été enlevé par cinq hommes non identifiés le 9 mars 2015 alors qu'il était chez le coiffeur à Glen View, une banlieue de Harare. Ces hommes l'ont accusé d'avoir volé du bétail, avant de le menotter et de l'emmener à bord d'un fourgon blanc, dont les plaques d'immatriculation étaient cachées. Avant sa disparition, Itai Dzamara s'était exprimé face aux sympathisant-e-s du parti d'opposition Mouvement pour le changement démocratique lors d'un rassemblement, au Zimbabwe Grounds à Harare, le 7 mars 2015. Il avait appelé à mener une action de grande ampleur contre la détérioration des conditions économiques au Zimbabwe.

Itai Dzamara avait déjà été pris pour cible par les forces de sécurité de l'État, qui l'avaient roué de coups et placé en détention illégalement. Le 2 décembre 2014, Itai Dzamara et deux autres militants prodémocratie avaient été enlevés par des hommes pendant qu'ils participaient à une manifestation pacifique à Harare. Ils ont, semble-t-il, été emmenés au siège du parti au pouvoir, le ZANU-PF. Privés de leurs possessions, ils ont été roués de coups par des membres du parti. Ils ont ensuite été conduits au commissariat central de Harare et remis à des agents de sécurité qui les ont torturés avant de les libérer sans inculpation. Ils ont été hospitalisés en raison des blessures graves provoquées par les actes de torture.

Le 9 mars 2022 a marqué le septième anniversaire de la disparition d'Itai. Lors du *40ème Examen périodique universel du Zimbabwe* (40th Universal Periodic Review) tenu le 26 janvier 2022, le ministre de la Justice a déclaré que l'enquête sur la disparition d'Itai était en cours, mais sa famille souhaite obtenir des réponses. Les autorités doivent achever sans délai l'enquête sur la disparition d'Itai, déterminer où il se trouve et traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables.

PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS

Veillez **écrire une lettre courtoise** en shona, anglais ou français au **président Mnangagwa** pour l'exhorter à veiller à la mise en place d'une commission d'enquête indépendante menée par un juge afin d'enquêter en profondeur sur la disparition d'Itai Dzamara, de le retrouver et de traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables. En attendant, dans le cas où Itai Dzamara serait détenu par l'État, les autorités doivent immédiatement rendre public son lieu de détention et garantir qu'il soit protégé de tout acte de torture ou autre mauvais traitement.

→ **Formule d'appel** : Your Excellency / Monsieur le Président de la République

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français** à la **page suivante**.

→ Un **modèle de lettre en anglais** est à disposition **sur le site web** :

<https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2022/avril>

Vous pouvez également **écrire des messages de solidarité** à la femme d'Itai.

→ Voir les informations en ligne (via le lien ci-dessus)

→ **Taxe postale**: CHF 2.30

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note importante**:

Veillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.

Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles) et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

LETTRE COURTOISE À

President Emmerson Mnangagwa
President of the Republic of Zimbabwe
Office of the President, Munhumutapa Building
Corner Samora Machel Avenue and Sam Nujoma Street
Private.Bag 7700
Causeway, Harare, Zimbabwe

Twitter : @edmnangagw

COPIE À

Ambassade de la République du Zimbabwe
Botschaft der Republik Simbabwe
Kommandantenstrasse 80
D-10117 Berlin
Deutschland

Fax: 004930/ 20 45 50 62

E-mail: infor@zimembassyberlin.com ; zimberlin@zimfa.gov.zw

President Emmerson Mnangagwa
President of the Republic of Zimbabwe
Office of the President
Munhumutapa Building
Corner Samora Machel Avenue and
Sam Nujoma Street
Private.Bag 7700, Causeway, Harare
Zimbabwe

Concerne : Itai Dzamara

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris car je souhaite vous faire part de ma vive préoccupation concernant le sort du journaliste et militant prodémocratie Itai Dzamara : le 9 mars 2022 a marqué le septième anniversaire de sa disparition. Ce jour-là de 2015 alors qu'il était chez le coiffeur à Glen View (Harare), il a été enlevé par cinq hommes non identifiés. Ceux-ci l'ont accusé d'avoir volé du bétail, avant de le menotter et de l'emmener à bord d'un fourgon blanc, dont les plaques d'immatriculation étaient cachées.

Avant sa disparition, Itai Dzamara s'était exprimé face aux sympathisant·e·s du parti d'opposition Mouvement pour le changement démocratique, au Zimbabwe Grounds à Harare, le 7 mars 2015. Pendant le rassemblement, il avait appelé à mener une action de grande ampleur contre la détérioration des conditions économiques au Zimbabwe.

Aucun progrès substantiel n'a été accompli afin de déterminer où se trouve le journaliste et militant en faveur de la démocratie Itai Dzamara et ce qu'il est advenu de lui. Le 26 janvier 2022, le ministre de la Justice a déclaré que l'enquête sur la disparition d'Itai était en cours, mais sa famille souhaite obtenir des réponses.

Cette situation me préoccupe beaucoup, et je vous exhorte à veiller à la mise en place d'une commission d'enquête indépendante menée par un juge afin d'enquêter en profondeur sur la disparition d'Itai Dzamara, de le retrouver et de traduire en justice les personnes soupçonnées d'être pénalement responsables.

En attendant, dans le cas où Itai Dzamara serait détenu par l'État, je vous prie instamment de rendre public son lieu de détention immédiatement et de garantir qu'il soit protégé de tout acte de torture ou autre mauvais traitement.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Botschaft der Republik Simbabwe, Kommandantenstrasse 80, D-10117 Berlin, Deutschland
Fax: 004930/ 20 45 50 62 / E-mail: infor@zimembassyberlin.com ; zimberlin@zimfa.gov.zw

LA SANTÉ D'UN PRISONNIER D'OPINION EN DÉTENTION ARBITRAIRE S'EST DÉTÉRIORÉE

VENEZUELA

Javier Tarazona

En juillet 2021, Javier Tarazona, directeur de l'ONG FundaREDES, a été arrêté après avoir tenté de porter plainte auprès du Bureau du procureur général de Coro (dans l'ouest du Venezuela). Il avait ainsi tenté d'obtenir justice suite au harcèlement subi de la part de membres des forces de sécurité. Au lieu de ça, il a ensuite été inculpé d'incitation à la haine, de trahison et de «terrorisme». Javier Tarazona est un prisonnier d'opinion, placé en détention arbitraire en raison de son travail en faveur des droits humains.

FundaREDES observe, documente et dénonce les atteintes aux droits humains commises par des acteurs non étatiques dans les régions frontalières du Venezuela. Les accusations qui visent Javier Tarazona et qui justifient son maintien illégal en détention semble être politiquement motivée. En effet, des agents du SEBIN (*Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional*) l'ont placé en détention sans mandat, puis le tribunal l'a inculpé de «terrorisme». Ces deux éléments sont caractéristiques d'une pratique de détention arbitraire couramment observée. Deux autres militants de FundaREDES, Rafael Tarazona et Omar de Dios García, font également l'objet de poursuites pénales arbitraires qui doivent être abandonnées immédiatement.

L'audience préliminaire s'est tenue avec plus de cinq mois de retard, le 16 décembre 2021, et a abouti à la mise en accusation de Javier Tarazona pour «incitation à la haine» et «terrorisme». Rafael Tarazona et Omar de Dios García ont pour leur part tous deux été inculpés d'«incitation à la haine». Javier Tarazona est le seul des trois défenseurs des droits humains à être encore maintenu en détention au siège du SEBIN dans le quartier de El Helicoide, à Caracas.

La santé de Javier Tarazona s'est gravement détériorée en raison de l'absence de soins médicaux. Il souffre d'hypertension, de diabète et des séquelles d'une contamination au COVID-19, qu'il a contracté pendant sa détention. Ses pathologies n'ont pas été traitées correctement par un médecin de confiance et nécessitent une prise en charge immédiate et urgente.

PROPOSITIONS ET REVENDICATIONS

Veuillez **écrire une lettre courtoise** et/ou des messages sur twitter en espagnol, anglais ou français au **Président Nicolás Maduro** pour l'appeler à ordonner la libération immédiate et sans condition du prisonnier d'opinion Javier Tarazona, et à mettre fin au harcèlement et à la criminalisation des organisations non gouvernementales au Venezuela.

→ **Formule d'appel:** Dear President / Monsieur le Président

→ Vous trouverez un **modèle de lettre en français** à la **page suivante**.

→ Un **modèle de lettre en espagnol** est à disposition **sur le site web** :

<https://www.amnesty.ch/fr/participer/ecrire-des-lettres/lettres-contre-l-oubli/docs/2022/avril>

→ **Taxe postale:** CHF 2.30

→ **Envoi de courrier par poste dans le monde - note importante:**

Veuillez vérifier auprès de la Poste Suisse si des lettres sont actuellement envoyées au pays de destination.

Faute de quoi nous vous demandons d'envoyer votre lettre par e-mail, fax ou les réseaux sociaux (si disponibles) et/ou de l'envoyer via l'ambassade avec la demande de transmission à la personne désignée.

LETTRE COURTOISE À

President Nicolás Maduro
Palacio de Miraflores
Av. Norte 10, Caracas 1012,
Distrito Capital
Venezuela

Twitter : @NicolasMaduro

COPIE À

Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela
Case Postale 237
3097 Liebfeld

Fax: 031 371 64 69

E-mail: embajada.suiza@mppre.gob.ve

President Nicolás Maduro
Palacio de Miraflores
Av. Norte 10, Caracas 1012,
Distrito Capital
Venezuela

Concerne : Javier Tarazona

Monsieur le Président,

Depuis juillet 2021, Javier Tarazona, directeur de l'ONG FundaREDES, est maintenu en détention. Il a été inculpé d'incitation à la haine, de trahison et de «terrorisme».

Javier Tarazona est un prisonnier d'opinion: il a été placé en détention arbitraire en raison de son travail en faveur des droits humains.

Son audience préliminaire s'est tenue avec plus de cinq mois de retard, le 16 décembre 2021, et a abouti à sa mise en accusation pour «incitation à la haine» et «terrorisme», tandis que deux autres militants, Rafael Tarazona et Omar de Dios García, ont tous deux été inculpés d'«incitation à la haine».

La santé de Javier Tarazona s'est gravement détériorée durant sa détention. Il souffre d'hypertension, de diabète et des séquelles d'une contamination au COVID-19, qu'il a contracté pendant sa détention.

Ses pathologies nécessitent une prise en charge médicale immédiate et urgente.

Je vous appelle instamment à ordonner la libération immédiate et sans condition du prisonnier d'opinion Javier Tarazona et à mettre fin au harcèlement et à la criminalisation des organisations non gouvernementales au Venezuela.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Copie:

Ambassade de la République Bolivarienne du Venezuela, Case Postale 237, 3097 Liebefeld
Fax: 031 371 64 69 / E-mail: embajada.suiza@mppre.gob.ve